



[HTTPS://DEC.CANADA.CA/FRA/PROGRAMMES/CERI/CORONAVIRUS-FARR/INDEX.HTML](https://dec.canada.ca/fra/programmes/ceri/coronavirus-farr/index.html)

# Fonds d'aide et de relance régionale (FARR)

## Appui aux entreprises et organismes du Québec touchés par la pandémie de COVID-19

En complément au [Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19](#), le gouvernement du Canada a mis en place le Fonds d'aide et de relance régionale (FARR), une initiative dotée d'une enveloppe de 211 M\$ pour le Québec.

## Un financement adapté aux besoins des entreprises et des organismes d'ici

Au Québec, le FARR est mis en œuvre par DEC. Il propose :

- un appui financier aux PME vulnérables qui ne sont pas admissibles aux mesures déjà mises en place et qui sont aux prises avec des difficultés de liquidités.
- une aide aux entreprises et aux organismes en leur donnant un accès indispensable au capital dans les communautés rurales desservies par les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) et les Centres d'aide aux entreprises (CAE).

Consultez les [détails du programme](#) ou notre [foire aux questions](#) pour en savoir plus sur les modalités du FARR.

## Pour faire une demande de financement

Si votre entreprise ou votre organisme n'a pas accès à l'aide fédérale déjà en place, identifiez d'abord le profil qui correspond le mieux à votre situation :

### Profil 1

- Entreprises ayant un chiffre d'affaires de **250 000 \$ et plus** dans les secteurs suivants :
  - Secteur manufacturier
  - Services à valeur ajoutée (savoir-faire distinctif, offre de service innovante – p. ex. : production de contenus numériques, technologie, intelligence artificielle, contribution à la transition technologique ou à l'économie verte)
- Entreprises touristiques, culturelles ou de l'événementiel sportif et culturel nécessitant un financement de **plus de 40 000 \$**
- Entreprises en démarrage dans les secteurs manufacturier et de services à valeur ajoutée
- OBNL touristiques, culturels ou de l'événementiel sportif et culturel
- OBNL à vocation économique qui œuvrent dans les secteurs ci-dessus, ou qui appuient les entreprises

### Votre situation correspond au profil 1?

- Confirmez votre préadmissibilité en répondant à 5 questions.

## Profil 2

- Entreprises ayant un chiffre d'affaires de **moins de 250 000 \$** dans les secteurs manufacturier et de services à valeur ajoutée.
- Entreprises en démarrage autres que dans les secteurs manufacturier et de services à valeur ajoutée
- Commerces de détail, services de proximité, services professionnels et de santé (ex. : restaurant, boulangerie, dépanneur, salon de coiffure, maison funéraire, nettoyeur, concessionnaire automobile, magasin à grande surface, services comptables ou juridiques, dentiste, services immobiliers, etc.)
- Entreprises touristiques, culturelles ou de l'événementiel sportif et culturel, nécessitant un financement de **40 000 \$ et moins**
- Agriculture et pêches (cueillette et récolte)
- Travailleurs autonomes et entreprises individuelles (tous les secteurs)
- Entreprises d'économie sociale (tous les secteurs)
- Entreprises de production artisanale et produits du terroir

### **Votre situation correspond au profil 2?**

- **À l'extérieur** d'une région métropolitaine : communiquez avec votre SADC ou votre CAE.
- **À l'intérieur** d'une région métropolitaine : Nous serons bientôt en mesure d'accepter les demandes. Laissez-nous vos coordonnées au 1-800-561-0633 pour signaler votre intérêt. Nous ou notre partenaire communiquerons avec vous pour les prochaines étapes.

### **Vous n'êtes pas certain quelle situation s'applique à vous?**

Si votre entreprise ou organisme est **domicilié au Québec**, composez le 1-800-561-0633 ou [envoyez-nous un courriel](#). Nos conseillers pourront vous guider.

## Modalités de l'initiative

Le FARR vise à offrir une aide financière d'urgence aux PME et aux OBNL qui ne sont pas admissibles aux autres programmes fédéraux ou qui se sont vu refuser une aide dans le cadre de ces programmes, afin qu'ils puissent demeurer opérationnels.

### Objectifs

Soutenir les entreprises touchées par les impacts économiques de la COVID-19 qui n'ont pas bénéficié de l'appui gouvernemental fédéral. Ce soutien prend la forme d'un appui financier d'urgence, direct ou indirect, qui vise à aider ces entreprises, si elles manquent de liquidités, à demeurer opérationnelles.

Le financement sera cohérent avec les autres aides d'urgence, tout en évitant la duplication des aides gouvernementales octroyées.

### Mise en œuvre

- Initiative ponctuelle et ciblée (jusqu'au 31 mars 2021);
- Application des modalités de programme du CERI;
- Réception des projets en continu (jusqu'à épuisement des fonds).

### Bénéficiaires autorisés

- Entreprises
- Coopératives
- Organismes à but non lucratif (OBNL)
- Organismes de soutien aux entreprises
- Organismes autochtones

### Coûts autorisés

Les coûts admissibles comprennent ceux qui contribueront à stabiliser les PME et les organismes et à atténuer les impacts de COVID-19, et qui ne sont pas entièrement couverts par d'autres mesures fédérales. Ces coûts peuvent comprendre les coûts fixes, par exemple :

- Location ou crédit-bail d'équipement et de machines;
- Salaires et avantage sociaux;
- Impôts fonciers;
- Honoraires professionnels;
- Assurances;
- Autres frais généraux fixes et dépenses ponctuelles de stabilisation.
- Précisions

### Aide financière

- Taux d'aide pouvant atteindre jusqu'à 100 % des coûts autorisés;
- Deux catégories d'aide financière selon les besoins : 40 000 \$ et moins et plus de 40 000 \$;

- Pour les entreprises ou les OBNL à vocation commerciale, la contribution est remboursable (voir section Autres conditions pour les modalités de remboursement);
- Pour les OBNL (projet à but non lucratif), la contribution est non remboursable.
- Précisions Organismes à but lucratif ayant un chiffre d'affaires annuel de 250 000 \$ et plus (pour les demandes de 40 000 \$ et plus) :

## Principaux critères d'analyse

- Le projet doit répondre à l'objectif de l'initiative et du volet;
- Un seul projet par client;
- L'appui de DEC est une aide financière conditionnelle à ce qu'une autre aide fédérale en lien avec la COVID-19 n'ait pas préalablement été accordée à l'organisation. Ainsi, celle-ci doit avoir fait des démarches pour bénéficier d'autres mesures d'aide d'urgence du gouvernement fédéral avant de soumettre une demande en vertu du FARR;
- L'appui de DEC doit porter uniquement sur les pressions financières immédiates (ponctuelles) sur les liquidités (fonds de roulement ou besoin de trésorerie);
- L'appui de DEC doit avoir un aspect incitatif;
- L'entreprise doit avoir une perspective de viabilité post-COVID-19.

## Considérations

- L'appui financier doit être cohérent avec les autres mesures gouvernementales :
  - L'appui de DEC ne pourrait compenser des besoins supplémentaires en liquidités si l'entreprise a eu accès à d'autres mesures gouvernementales de même nature, à moins de circonstances exceptionnelles;
  - Le besoin d'aide doit être démontré, incluant les aides reçues du gouvernement provincial et des municipalités;
  - La viabilité financière doit être démontrée par les états financiers des deux dernières années financières (si non disponible : déclarations de revenus) : bénéfices nets positifs et/ou avoir net positif.
- En fonction du nombre de demandes, DEC pourrait devoir prioriser les entreprises qui n'ont reçu aucune aide fédérale.
- Modalités de remboursement :
  1. **Pour les entreprises désirant obtenir une contribution financière de 40 000 \$ ou moins** : La contribution financière est considérée remboursable, en tenant compte de certaines particularités. Si 75 % de la contribution est remboursée au 31 décembre 2022 (selon un calendrier de remboursement établi), les 25 % restants deviendront non remboursables. Sinon, la totalité de la contribution est considérée comme remboursable sur une période 3 ans à compter du 1er janvier 2023.
  2. **Pour les entreprises désirant obtenir une contribution financière qui excède 40 000 \$** : La totalité de la contribution financière est considérée comme remboursable sur une période de 5 ans (selon un calendrier de remboursement établi) à compter du 1er janvier 2023.

# Regional Relief and Recovery Fund (RRRF)

## Support for Quebec businesses and organizations affected by the COVID-19 pandemic

As a complement to [Canada's COVID-19 Economic Response Plan](#), the Government of Canada has established a Regional Relief and Recovery Fund (RRRF), an initiative with an envelope of \$211 million for Quebec.

### Funding adapted to the needs of Quebec businesses and organizations

In Quebec, the RRRF is being delivered by CED. It offers:

- Financial support for vulnerable businesses and NPOs ineligible for measures already in place and facing cashflow problems.
- Support for businesses and organizations by giving them key access to capital in rural communities served by Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADCs) and Centres d'aide aux entreprises (CAEs).

Check out the [program details](#) and [Frequently asked questions](#) to find out more about the terms of the RRRF.

### How to request funding

If your business or organization does not have access to federal assistance already in place, you must first identify which profile best matches your situation:

#### Profile 1

- Businesses with revenues of **\$250,000 and more** in the following industries:
  - Manufacturing
  - Value-added services (featuring distinctive know-how or innovative services - e.g., digital content production, technology, artificial intelligence, contribution to technology transition or the the green economy)
- Tourism and cultural businesses, or sporting or cultural events requiring **over \$40,000** in funding
- Start-ups in the manufacturing and value-added services sectors
- Non-for-profit organizations in the touristic and cultural sector, or in the sporting and cultural events sector
- Non-for-profit economic organizations active in the above industries or supporting businesses in these industries

#### **Profile 1 describes your situation?**

- Check your pre-eligibility by answering five questions.

## Profile 2

- Businesses with revenues of **less than \$250,000** in the manufacturing and value-added service sectors
- Retail businesses, local services, professional and health services (e.g., restaurants, convenience stores, hair salons, funeral homes, cleaners, car dealerships, big box stores, accountants, lawyers, dentists, real estate, etc.)
- Start-ups (other than in the manufacturing and value-added services sectors)
- Tourism and cultural businesses, or sporting or cultural events requiring funding of **\$40,000 or less**
- Agriculture and fisheries (harvesting and catching)
- Self-employed workers and sole proprietorships (all sectors)
- Social economy enterprises (all sectors)
- Artisanal production and specialty local food products

### Does Profile 2 describe your situation?

- If you are **outside** a metropolitan region: Contact your local SADC or CAE.
- If you are **within** a metropolitan region: We will soon be accepting applications. Provide your contact information to us at 1-800-561-0633 to express your interest. Our partner or us will contact you with next steps.

### Not certain which profile applies to you?

If your business or organization is **based in Quebec**, call 1-800-561-0633 or [send us an email](#). Our advisors can help guide you to the right resources.

## Details of the initiative

The RRRF provides emergency financial relief for SMEs and NPOs that are unable to access other federal programs, or which were denied assistance under these programs, in order to help them stay in business.

## Objectives

To provide support for businesses affected by the economic impact of COVID-19 that have not benefited from federal government relief measures. The support will be in the form of direct or indirect emergency funding aimed at helping these businesses — if they lack liquidity — remain in business.

The funding will be in line with other emergency relief measures, while avoiding duplication of government support.

## Implementation

- One-time, targeted initiative (up to March 31, 2021);
- Application of the terms and conditions of the REGI program;
- Continuous project intake (until all the available funding has been allocated).

## Authorized recipients

- Businesses
- Co-ops
- Non-profit organizations (NPOs)
- Business support organizations
- Indigenous organizations

## Authorized costs

Authorized costs include costs that help stabilize the SMEs and organizations and mitigate the impact of COVID-19, and which are not fully covered by other federal relief measures. Costs may include fixed costs, such as:

- Equipment and machinery rental or leasing
- Wages and benefits
- Property taxes
- Professional fees
- Insurance
- Other fixed overhead costs and one-time stabilization costs
- Details

## Financial assistance

- Assistance rate of up to 100% of authorized costs
- Two categories of financial assistance, based on needs: \$40,000 or less; and over \$40,000

- In the case of businesses or commercial NPOs, the contribution is repayable (see the “Other conditions” section for the repayment conditions)
- In the case of NPOs (non-profit projects), the contribution is non-repayable
- Details For-profit organizations with annual sales of \$250,000 or over (applications for financial assistance of \$40,000 or more):

## Main analysis criteria

- The project must be in line with the objective of the initiative and the component
- One project per client
- To be eligible for the CED funding, organizations must not have received other federal COVID-19 support, and they must have applied for other federal emergency relief measures prior to submitting an application under the RRRF
- CED funding must only be used to address immediate (one-time) financial pressures on liquidity (working capital or cash-flow requirements)
- CED support must have an incentive aspect
- The business must have a post-COVID viability perspective

## Considerations

- The funding must be in line with other government measures:
  - Barring exceptional circumstances, the CED support cannot offset additional cash requirements if the business has had access to other government measures of a similar nature
  - The need for assistance must be demonstrated, including assistance received from the provincial government and municipalities
  - Financial viability must be demonstrated by financial statements for the last two fiscal years (if unavailable: income tax returns): positive net profits and/or positive net worth.
  - Depending on the number of applications, CED may have to prioritize businesses that have not received any federal assistance.
- Repayment conditions:
  1. **Businesses seeking financial assistance of \$40,000 or less:** The financial contribution is considered repayable, taking into account certain special conditions. If 75% of the contribution is repaid by December 31, 2022 (based on a pre-determined repayment schedule), the remaining 25% becomes non-repayable; otherwise, the entire contribution is considered repayable over a three-year period, starting January 1, 2023.
  2. **Businesses seeking over \$40,000 in financial assistance:** The entire financial contribution is considered repayable over a five-year period (based on a pre-determined repayment schedule), starting January 1, 2023.